

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Plaît-il à la Chambre que nous déclarions qu'il est six heures?

Une voix: Il est six heures.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Comme il est six heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 h.)

Reprise de la séance

La séance reprend à 8 heures.

[Français]

M. Romuald Rodrigue (Beauce): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas que l'industrie textile et celle de la chaussure qui se heurtent à des problèmes dans ma circonscription. Les usines de confection de vêtements connaissent un ralentissement attribuable, en partie, à l'invasion de nos marchés intérieurs par les pays où la main-d'œuvre est à bon marché.

Les arrêts de travail, de même que les augmentations de prix accompagnées d'augmentations d'impôts, ont contribué à créer un climat d'incertitude et d'angoisse chez les ouvriers de l'industrie textile et de la chaussure.

Le gouvernement, avec ses programmes destinés à créer de nouveaux emplois, ne réussit pas à suppléer aux emplois perdus dans les secteurs de l'agriculture, des produits textiles et de la chaussure.

Au cours des dernières années, la publicité a laissé croire à la population que l'industrie et le commerce pouvaient seuls régler le problème du pouvoir d'achat dont manquent les consommateurs, alors que le vrai rôle de l'industrie et du commerce est d'assurer des produits et des services.

Lorsque les produits et les services sont disponibles, c'est le rôle du gouvernement de veiller à ce que la population dispose du pouvoir d'achat nécessaire pour ces biens et services. Donc l'argent ne joue pas son vrai rôle, car pour le jouer, il devrait être mis en circulation, «libre» de dette, et suivant les capacités du pays d'offrir des biens et services, dont les besoins peuvent être établis par un contrôle scientifique. Je suis d'accord sur ce point, mais de là à en provoquer la rareté afin qu'il soit considéré comme une denrée miraculeuse, il y a une marge. Je crois que le premier qui devrait en tenir compte, c'est le gouvernement lui-même.

En effet, qui donc, au cours des dernières années, a rendu les capitaux et l'argent si rares, sinon le gouvernement, par ses nombreux emprunts? Au cours de l'année 1968, le gouvernement fédéral a emprunté la somme de 5,264 millions, comparativement à 3,284

millions au cours de l'année 1967, ce qui représente une augmentation de deux milliards de dollars.

Depuis le début des travaux parlementaires de la 28^e législature, le gouvernement, grâce à sa majorité, a adopté des projets de loi visant à accroître les taux d'intérêt sur les prêts aux cultivateurs, aux pêcheurs, aux anciens combattants et aux étudiants. Ces mesures mettront-elles fin aux problèmes de ces gens? Sont-elles de nature à freiner l'inflation? Non. Ces augmentations de taux d'intérêt viendront s'ajouter au coût des produits, ce qui contribuera à l'augmentation des prix.

Lorsqu'on prêche une chose, il faut tout de même être logique. Pourquoi refuser aux petites gens la revalorisation de leurs allocations de bien-être, alors qu'il n'y a pas si longtemps, le gouvernement approuvait des augmentations de salaires aux hauts fonctionnaires. Je cite à ce sujet un communiqué de presse du bureau du premier ministre, à l'effet que les recommandations du groupe consultatif entreront en vigueur dès janvier 1969. Les nouveaux traitements, pour les trois niveaux de sous-ministres, seront de \$37,000 à \$40,000 pour les sous-ministres de la troisième catégorie, de \$28,000 à \$33,000 pour les sous-ministres de la première catégorie. Les traitements maximums de ces trois catégories de fonctionnaires étaient respectivement de \$31,000, \$28,750 et \$26,500.

Il est vrai que les capitaux sont rares et que cette situation a été causée par le gouvernement lui-même. Il n'importe pas seulement de constater, mais il importe aussi d'appliquer des solutions. Il existe une institution nationale qui serait apte à jouer ce rôle, savoir la Banque du Canada. Pourquoi ne pas lui faire jouer le rôle pour lequel elle a été instituée? Si le gouvernement ne veut pas s'en servir, il n'existe qu'une autre solution, savoir la diminution des dépenses gouvernementales. A mon avis, il faudrait d'abord réduire le budget de la défense nationale. Il importe que le gouvernement cesse de jouer avec l'argent du public, en procédant à des expériences coûteuses et en fabriquant des armes de plus en plus meurtrières qui seront probablement désuètes avant leur utilisation, et qui, à toutes fins pratiques, ne sont que de la ferraille pour les millionnaires.

[Traduction]

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, le débat sur le budget donne à tous les députés l'occasion d'abord d'examiner les divers programmes que le gouvernement canadien offre à la nation, puis de proposer d'autres programmes qui, croyons-nous, seraient meilleurs. Je vois que le député d'Esquimalt-Saanich (M. Anderson) est d'accord avec moi jusqu'ici.